Observatoire des Élections en Europe

Corinne Deloy

Analyse

Le Parti du centre parviendra-t-il à se maintenir au pouvoir en Estonie ?

958 571 Estoniens, dont 77 881 vivant hors des frontières de la République balte, éliront le 3 mars prochain les 101 députés du Riigikogu, chambre unique du Parlement.
1 099 personnes issues de 10 partis politiques et 16 indépendants sont officiellement candidats à ce scrutin.

Les Estoniens sont autorisés à voter de façon anticipée et de façon électronique à partir du 21 février. Pour pouvoir remplir son devoir civique de façon électronique, le citoyen doit, dans un premier temps, disposer de l'équipement suivant : outre un ordinateur (ou un téléphone portable) sur lequel est installé un programme spécial, une carte d'identité électronique et deux codes PIN, le premier lui permettant de s'identifier au début de la procédure de vote, le second d'apposer sa signature électronique. L'électeur doit ensuite se rendre sur le site www.valimised.ee géré par la Commission électorale et responsable du déroulement du scrutin par Internet, pour y déposer son enveloppe électronique. Les cyberélecteurs peuvent revenir sur leur vote autant de fois qu'ils le souhaitent ou décider in fine de se rendre à leur bureau de vote le jour officiel du vote ; dans ce cas, le bulletin qu'ils déposent dans l'urne annule leur précédent vote.

296 109 personnes, soit un tiers des électeurs, avaient accompli leur devoir civique par anticipation lors des dernières élections législatives du 1er mars 2015, dont 176 491 par voie électronique.

Depuis novembre 2016, l'Estonie est dirigée par Juri Ratas (Parti du centre, K), qui conduit un gouvernement composé, outre son parti, du Parti social-démocrate (SDE) et de Pro Patria (I). Le Parti de la réforme (ER) qui a exercé le pouvoir de 2005 à 2016 va tenter de reconquérir la tête du gouvernement à l'occasion des élections.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Kantar Emor entre le 24 et le 29 janvier derniers, le Parti de la réforme (ER) arriverait en tête du scrutin avec 26,3% des suffrages. Il devancerait le Parti du centre (K), qui recueillerait 24,4% des voix. Le Parti conservateur populaire (EKRE) prendrait la troisième place avec 18,2% des suffrages, le Parti social-démocrate obtiendrait 9,7% des voix ; Pro Patria 7,5%, et le nouveau parti, Estonie 200, 7,2%.

Selon les sondages, les Estoniens (y compris les sympathisants de chacun de ces deux partis) préfèreraient voir se former une coalition gouvernementale unissant le Parti du centre (K) au Parti de la réforme (ER) à l'issue des élections du 3 mars prochain. Les 2 partis s'opposent néanmoins sur deux sujets d'importance : la politique fiscale et l'utilisation du russe dans l'enseignement. Elles ont cependant déjà gouverné ensemble au niveau local, par exemple dans la deuxième ville du pays, Tartu.

Kadri Simson, vice-présidente du Parti du centre, a déclaré que son parti souhaitait, pour sa part, reconduire la coalition gouvernementale tripartite actuelle. Un tiers des Estoniens souhaitent que le Premier ministre sortant, Juri Ratas, conserve son poste à la tête du gouvernement (35%), 18% aimeraient voir la dirigeante du Parti de la réforme, Kaja Kallas, le remplacer.

Lors des dernières élections locales qui se sont déroulées le 15 octobre 2017, le Parti du centre est arrivé en tête avec 27,3% des suffrages devant le Parti de la réforme (19,5%) et le Parti social-démocrate (10,4%) et Pro Patria (8%). Le Parti conservateur populaire a recueilli 6,7% des suffrages.

Les populistes du Parti conservateur populaire en embuscade

Comme de nombreux pays d'Europe, l'Estonie n'est pas épargnée par la montée des populistes. Mart Helme, dirigeant du Parti conservateur populaire (EKRE), parti europhobe qui dit défendre une Europe des nations quand il ne demande pas le retrait de l'Estonie de l'Union européenne, répète ainsi que « les partis traditionnels n'osent pas parler de ce qui tient au cœur des gens » et affirme que son parti est le seule à donner la possibilité aux Estoniens de maîtriser l'immigration afin de permettre à leurs enfants et à leurs petits-enfants de vivre dans « l'esprit estonien », dans un pays où l'on parle estonien.

Le Parti conservateur populaire pourrait arriver en 3e position aux élections législatives et, par là même, rendre difficile la formation du futur gouvernement. Le Parti du centre, le Parti de la réforme et le Parti social-démocrate ont déclaré qu'ils refuseraient de participer à une coalition gouvernementale aux côtés du Parti conservateur populaire. Ce dernier n'est cependant peut-être pas désireux d'intégrer le gouvernement.

Le programme du parti, intitulé Pour l'Estonie, défend des valeurs conservatrices : réduction du nombre d'avortements pratiqués sans justification médicale, inscription dans la Constitution du fait que le mariage ne peut être que l'union d'un homme et d'une femme. Le parti veut également faire de l'estonien la seule langue du système éducatif et enseigner l'intégrité, l'éthique et l'esprit estonien dans les écoles. Il est opposé aux quotas de réfugiés et demande que l'accès des étrangers à la nationalité estonienne soit contingenté. Il a d'ailleurs tenté de faire organiser le même jour que les élections législatives un référendum sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (également appelé Pacte de Marrakech), adopté le 19 décembre 2018 par l'Assemblée générale des Nations unies. Pro Patria s'est également opposé à l'adoption du Pacte mondial lors de son vote au parlement le 26 novembre dernier, le Parti de la réforme a choisi de s'abstenir sur ce sujet.

Sur le plan économique, le Parti conservateur populaire souhaite étendre le taux de 9% de TVA et exonérer de cet impôt les médicaments et autres équipements nécessaires aux personnes handicapées. Il veut également réduire les taxes sur le gaz et sur l'électricité comme sur les énergies renouvelables ainsi que sur l'alcool, une baisse d'impôt qui, selon la formation, ferait gagner 70 € par mois aux Estoniens, soit 840 € par an.

Qui du Parti du centre ou du Parti de la réforme arrivera en tête le 3 mars prochain ?

Le combat entre le Parti du centre et le Parti de la réforme s'apparente à un combat gauche/droite. Le premier défend une plus large redistribution quand le second est sur une ligne plus libérale.

Juri Ratas est favorable à une augmentation extraordinaire des pensions de retraite (100 €), des aides sociales accordées aux familles avec enfants, des aides distribuées pour la santé et pour l'accès des jeunes à la propriété. Le Premier ministre sortant veut également développer les infrastructures en construisant de nouvelles routes et étendre la gratuité des transports publics dans le pays. Pour lui, le choix des Estoniens est simple : soit ils choisissent le Parti du centre qui veut développer et enrichir la classe moyenne et le pays continue à aller de l'avant vers un Etat juste fort et protecteur, soit l'Estonie retourne sous la loi du Parti de la réforme qui appliquera une politique qui ne profitera qu'aux plus riches. Le Parti du centre est également favorable à l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Actuellement, le chef de l'Etat est élu tous les 5 ans au suffrage indirect, soit par le Parlement, soit (si les députés ne parviennent pas à s'entendre sur un nom) par un collège électoral qui rassemble les 101 membres du Parlement et les représentants des conseils municipaux.

Pour la dirigeante du Parti de la réforme, Kaja Kallas, les taxes et l'économie constituent les principaux sujets des élections législatives. « La politique fiscale a été à la base du succès économique de l'Estonie. La faiblesse des impôts, la simplicité et la justesse du système fiscal ont permis la création de nombreux emplois

et ont permis d'augmenter le pouvoir d'achat des Estoniens. En tout juste deux années, le Parti du centre est parvenu à faire de ce système quelque chose de confus et d'injuste. Si nous revenons au pouvoir, nous ferons du système fiscal quelque chose de simple et de juste à nouveau » a-t-elle déclaré.

Le Parti de la réforme souhaite « augmenter les revenus des Estoniens ». Il demande une augmentation du salaire des enseignants de façon à ce que celui-ci atteigne 2000 € en 2023, une hausse de 200 € de la pension de retraite moyenne sur les 4 ans à venir et une exemption de taxes pour les retraités actifs. Son programme propose une simplification du système fiscal, un développement des infrastructures, de l'innovation et de l'environnement des affaires, une réduction de l'intervention de l'Etat dans l'économie et une baisse du nombre des fonctionnaires. Enfin, il e est favorable à la privatisation de certaines entreprises comme Enefit Green, qui officie dans le domaine de l'énergie, Ent Eesti Teed, dans celui des infrastructures routières, Levira Services dans l'économie numérique, et Omniva, opérateur postal.

« Je vais vous donner trois raisons de voter pour le Parti de la réforme : parce que celui-ci est une assurance que l'Estonie ne sera pas un pays refermé sur lui-même mais un pays ouvert qui ira de l'avant ; parce que le parti va également garantir les libertés et non pas faire de l'Etat sa priorité et enfin parce qu'il fera de l'Estonie un pays dans lequel se battre pour une vie meilleure n'est pas répréhensible, où chacun peut se développer comme il l'entend et où le système fiscal est simple et juste » répète Kaja Kallas. La cheffe de l'opposition aime à rappeler que l'Estonie est le pays qui enregistre l'inflation la plus élevée de l'Union européenne et que la moitié des Estoniens (52%) considèrent comme injuste le système fiscal actuellement en vigueur.

Avec le slogan « Un meilleur avenir », le Parti de la réforme décrit ainsi le choix proposé aux Estoniens le 3 mars prochain : soit nous allons de l'avant et nous restons une partie de l'Occident, soit nous reculons et nous restons un pays de l'Est.

Les autres partis

Le Parti social-démocrate a centré sa campagne sur l'éducation, la famille, le développement de l'Etat et l'économie verte. « Dans un pays comme l'Estonie qui possède peu de ressources naturelles, l'éducation est la première des politiques économiques » a déclaré son dirigeant, Jevgeni Ossinovski. Les sociaux-démocrates souhaitent augmenter les investissements en matière d'éducation et la recherche et faire qu'au moins une université estonienne figure parmi les cent meilleures du monde. Le parti a choisi pour slogan « Tout le monde compte ».

« Nous n'augmenterons pas les impôts. Nous rendrons les taxes plus justes pour que les plus pauvres paient moins » peut-on lire dans le programme social-démocrate. Le parti veut augmenter la pension de retraite moyenne à 700 € et l'exempter d'impôt sur le revenu, il souhaite porter le montant des revenus mensuels, à partir duquel les 500 premiers € sont exemptés de taxe, à 2 000 € (il est de 1 200 € aujourd'hui). La mesure concernerait ainsi 90% des Estoniens. Selon Jevgeni Ossinovski, cette exemption doit croître avec la hausse du salaire minimum. Celui-ci est aujourd'hui de 500 €, il passera à 540 € au cours de l'année 2019.

Estonie 200 (Eesti 200), parti créé le 3 novembre dernier et dirigé par Kristina Kallas, pourrait bouleverser le paysage politique. Le parti souhaite mieux intégrer les russophones dans la société estonienne et réformer l'Etat afin d'abolir les inégalités dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Il propose d'exonérer d'impôts les dépenses par les entreprises en faveur de leurs employés et soutient l'expansion des entreprises estoniennes à l'étranger.

Le parti refuse de se positionner sur un axe gauche/droite. « Nous sommes des libéraux avec des valeurs conservatrices. Ceci est cependant une définition quelque peu forcée car nous proposons des solutions de gauche et des solutions de droite » a déclaré l'une de ses responsables, Kristiina Tonnison.

1. *L'ancien Premier ministre (2004-2008 et 2012-2013) avait été reconnu coupable d'avoir reçu de l'homme d'affaires autrichien Walter Wolf, environ 900 000 euros de pots-de-vin en faveur de son parti en 2006 (il était à l'époque chef du gouvernement) lors de l'achat de 135 véhicules blindés par le ministère de la Défense pour un montant de 278 millions d'euros au fabricant Patria, société détenue à 73% par l'Etat finlandais. Cette transaction, rendue obligatoire par l'entrée de la Slovénie dans l'OTAN en 2004, représentait le plus gros contrat militaire jamais signé par Ljubljana.*

Le système politique estonien

Le Riigikogu, chambre unique du Parlement, compte 101 membres, élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel au sein de 12 circonscriptions plurinominales comprenant au minimum 5 sièges (Lääne-Viru) et au maximum 15 (Harju et Rapla). Le mode de scrutin est proportionnel et les électeurs peuvent choisir l'ordre des candidats sur leur bulletin de vote.

Pour la répartition des sièges, un quotient est établi pour chaque circonscription en divisant le nombre de suffrages valides par le nombre d'élus alloués à la circonscription. Tout candidat qui obtient un nombre de suffrages supérieur à ce quotient est déclaré élu. Les sièges non attribués au niveau de la circonscription et appelés mandats de compensation sont répartis selon la méthode d'Hondt modifiée entre les partis dont les candidats ont obtenu au moins 5% du total national des suffrages exprimés.

Les candidats aux élections législatives, qui doivent être âgés d'au moins 21 ans, peuvent se présenter sous l'étiquette d'un parti politique ou avec le soutien des électeurs. Pour être candidat, chaque personne doit être âgée d'au moins 21 ans et effectuer un dépôt d'argent qui lui sera rendu si elle obtient un nombre de voix égal à la moitié du quotient de sa circonscription ou encore si le parti auquel elle appartient recueille au moins 5% des votes au niveau national.

6 partis politiques ont recueilli plus de 5% des suffrages lors des dernières élections législatives du 1er mars 2015 et sont actuellement représentés dans l'actuel Riigikogu :

– le Parti de la réforme (ER), fondé en 1994 par l'ancien président de la Banque centrale d'Estonie et ancien Premier ministre (2002-2005) Siim Kallas à partir de 2 partis (le Parti de la réforme et le Parti libéral-démocrate) et dirigé depuis avril 2018 par sa fille, Kaja Kallas. Principal parti d'opposition, il a remporté 30 sièges ;
– le Parti du centre (K), créé en 1991 et conduit par le Premier ministre Juri Ratas. Situé à gauche sur l'échiquier politique, très populaire parmi la minorité russophone du pays, il a remporté 27 sièges ;
– le Parti social-démocrate (SDE), ancien Parti populaire des modérés (M) créé en 1990 et emmené par Jevgeni Ossinovski, a remporté 15 députés.
– l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL), alliance de 2 partis conservateurs (Union pour la patrie et Res Publica) fondée le 4 juin 2006 et devenue Pro Patria (Isamaa, I) le 2 juin 2018. Dirigé par Helir-Valdor Seeder, il a remporté 14 sièges ;
– le Parti libre (EVA), de centre-droit, conduit par Kaul Nurm, a remporté 8 députés ;
– le Parti conservateur populaire (EKRE), parti populiste conduit par Mart Helme, a remporté 7 sièges.

En Estonie, le président de la République est élu pour 5 ans au suffrage indirect, soit par le Parlement, soit (si les députés ne parviennent pas à s'entendre sur un nom) par un collège électoral qui rassemble les 101 membres du Parlement et les représentants des conseils municipaux. Kersti Kaljulaid a été élue le 3 octobre 2016 présidente de la République d'Estonie par les 101 membres du Riigikogu. Seule candidate en lice, elle a recueilli 81 suffrages. Sa désignation à la magistrature suprême, une première pour une femme en Estonie, avait clos un feuilleton électoral qui avait quasiment conduit le pays au bord d'une crise constitutionnelle.

Rappel des résultats des dernières élections législatives du 1er mars 2015 en Estonie

Participation : 64,20%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti de la réforme (ER)	158 970	27,7	30
Parti du centre (K)	142 458	24,80	27
Parti social-démocrate (SDE)	87 189	15,20	15
Union pour la patrie-Res Publica (IRL)	78 699	13,70	14
Parti libre (EVA)	49 882	8,70	8
Parti conservateur populaire (EKRE)	46 772	8,10	7
Verts	5 193	0,90	0
Parti de l'unité populaire	2 289	0,40	0
Parti de l'indépendance	1 047	0.20	0
Parti de la gauche unie	764	0,10	0
Indépendants	887	0,20	0

Source : https://www.valimised.ee/en/archive/riigikogu-elections et http://rk2015.vvk.ee

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.